

Article annoté pour formation de la CQMMF

Accueil | Info | International | Autochtones | ☑ L'industrie minière en terre autochtone

Grande victoire pour les Autochtones du Guatemala face à une minière



Les Autochtones du nord-est du Guatemala ont régulièrement manifesté contre la mine.

PHOTO : AFP VIA GETTY IMAGES / ORLANDO ESTRADA



Delphine Jung

Publié le 10 janvier à 14 h 57 HAE

Mis à jour le 10 janvier à 16 h 09 HAE

- 1 En décembre, la Cour interaméricaine des droits de la personne a conclu que le Guatemala était responsable de la violation des droits des Autochtones de son pays en octroyant un permis de construction à une minière.
- 2 C'est « une formidable victoire » pour les Maya Q'eqchi', indique l'Indian Law Resource Center, l'organisme qui a représenté les Autochtones dans cette affaire pendant plus de 20 ans.

- 3 « Les dirigeants [autochtones] se sont battus et ont travaillé pendant plus d'années encore, malgré les meurtres et autres violences, les menaces, les pots-de-vin et la corruption du gouvernement », poursuit le communiqué de presse de l'organisme.
- 4 Cette victoire illustre leur combat mené depuis des décennies contre l'État guatémaltèque qui réprimande les opposants aux projets miniers au nom du développement économique du pays.
- 5 En 2006, le gouvernement a accordé un droit d'exploitation à la minière canadienne Hudbay Minerals pour une mine de nickel, située à l'est du Guatemala, près de la ville d'El Estor. Cela a été fait sans consulter correctement les Maya Q'eqchi' de la région.
- 6 La mine existait depuis plus longtemps, mais était en dormance avant qu'Hudbay y montre un intérêt.

La mine se situe sur le territoire des Q'eqchi'

7 En 2010, des gens de la région avaient intenté une action en justice au Canada contre la minière et deux de ses filiales à la suite de l'assassinat d'un éminent chef de la communauté maya dans le cadre du projet minier.

8 En juin 2013, la Cour supérieure de l'Ontario a statué que la société canadienne pouvait être tenue légalement responsable des crimes commis au Guatemala, y compris le meurtre présumé du chef et l'agression sexuelle présumée de 11 femmes.



Le site est installé sur les terres ancestrales des Q'eqchi'.

PHOTO : AFP VIA GETTY IMAGES / CARLOS ALONZO

9 La communauté Maya Q'eqchi' Agua Caliente Lote 9 compte environ 400 membres et se situe à 300 kilomètres à l'est de la capitale guatémaltèque. Elle dispose de ses propres autorités traditionnelles et de sa propre organisation communautaire et explique avoir un lien fort avec la terre, comme le rapporte un communiqué de presse de la Cour interaméricaine des droits de la personne.

« La communauté a un lien spirituel fort avec sa terre, qu'elle considère comme un espace sacré plutôt que comme une ressource exploitable. »

— Extrait du communiqué de presse de la interaméricaine des droits de la personne

10 La mine est située à proximité du lac Izabal, une source essentielle de poissons et d'autres aliments pour les Q'eqchi'. On y trouve aussi plusieurs espèces protégées ou en voie de disparition comme le singe hurleur noir du Yucatan.

11 Selon la Cour interaméricaine des droits de la personne, en 2021, un processus de consultation a été mené avec les Q'eqchi' auquel le Conseil des communautés autochtones Maya Q'eqchi' a participé.

12 Mais malgré l'opposition, un accord a été signé pour la poursuite du projet minier.



Les Q'eqchi' vont désormais obtenir des titres fonciers à la suite de leur combat de plusieurs décennies. Ici, il s'agit d'une manifestation en octobre 2021.

PHOTO : AFP VIA GETTY IMAGES / ORLANDO ESTRADA

13 D'après la Cour, entre 2006 et 2019, divers incidents se sont produits à l'encontre des Autochtones. Elle énumère des actes d'agression et de violence, y compris des tentatives d'assassinat, des harcèlements et des menaces.

14 Enfin, la Cour a considéré que la non-reconnaissance de la propriété collective et l'activité minière avaient un impact sur la vie de la communauté.

15 Elle tient ainsi le Guatemala pour responsable de la violation du droit à l'intégrité morale des membres de la communauté.

****Proposition d'arrêter la lecture ici.**



La mine a plusieurs fois changé de propriétaire et fut, un moment donné, propriété d'une minière canadienne.

PHOTO : AFP VIA GETTY IMAGES / CARLOS ALONZO

L'histoire de l'appropriation de leurs terres n'est pas récente, détaille encore le communiqué de presse de la Cour.

« Au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle, les terres traditionnelles de la communauté d'Agua Caliente ont été désignées comme "lot 9" par l'État et cédées à des particuliers pour des activités agricoles », peut-on lire.

La mine a plusieurs fois changé de propriétaire, passant des canadiens Skye Resources à Hudbay, au russe Solway aujourd'hui basé en Suisse.

Le tribunal a ainsi ordonné l'arrêt immédiat de toutes les activités minières sur le site et l'État guatémaltèque va aussi devoir octroyer des titres fonciers aux Q'eqchi'.

« Cette décision crée des précédents juridiques importants qui contribueront à renverser et à corriger les lois et les pratiques juridiques injustes et oppressives qui perdurent dans de nombreux pays des Amériques », assure encore l'Indian Law Resource Center.

Avec les informations de Common Dreams

À lire aussi :

- Le Panama ferme la porte à une minière canadienne
- Une compagnie minière canadienne contestée au Pérou
- Le « policier » des entreprises canadiennes à l'étranger, une « coquille vide »?



Delphine Jung